

La note de Conjoncture de la CAPEB

LA LETTRE
D'INFORMATION
HEBDOMADAIRE
DU RÉSEAU

Conjoncture du
3^e trimestre 2018

Octobre 2018

EN SYNTHÈSE

RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE AU 3^E TRIMESTRE 2018

Les entreprises artisanales du bâtiment enregistrent au 3^e trimestre 2018 une hausse de l'activité plus mesurée après un deuxième trimestre particulièrement vigoureux (+ 2,5 % contre 3,5 % au 2T2018). Même si la croissance dans l'artisanat du bâtiment reste soutenue, elle marque des signes d'essoufflement en construction neuve.

Mémo 3^e trim. 2018

Activité globale **↗+2,5%**

Neuf **↗+4,0%**

Entretien-Rénovation
↗+1,5%

Prévisions 2018

Activité globale **↗+2,5%**

Neuf **↗+5,0%**

Entretien-Rénovation
↗+1,0%

(Évolution en volume de l'activité des entreprises artisanales du bâtiment)

Le troisième trimestre est marqué par une baisse de la croissance de la construction neuve (+ 4 % au 3T2018 contre + 6,5 % au 2T2018) alors que dans le même temps, les travaux d'entretien-amélioration enregistrent une hausse plus soutenue (+ 1,5 % au 3T2018 contre + 1 % au 2T2018). La croissance de l'activité de l'artisanat du bâtiment au 3^e trimestre 2018 s'explique, comme sur les onze derniers trimestres par le dynamisme de la construction neuve même si elle ralentit. Néanmoins, la tendance annuelle dans l'artisanat du bâtiment en construction neuve est encore élevée avec une moyenne de 6 % sur les quatre derniers trimestres. Le nombre de permis de construire baisse ce qui conduira à un recul des mises en chantier dans les prochains mois. Pour autant, les mises en chantier de logements progressent encore légèrement de + 3 % (en cumul sur un an) à fin août 2018 et représentent 422 300 logements commencés. Quant aux logements autorisés, ceux-ci affichent une baisse de 5 % sur la même période, soit 474 600 logements autorisés à la fin du mois d'août. Malgré des conditions de crédit encore très attractives, la construction neuve commence à subir les contrecoups des mesures gouvernementales (PTZ, réforme du modèle HLM...) prises en début d'année.

En ce qui concerne l'activité en entretien-rénovation, elle progresse de 1,5 % contre 1 % au trimestre précédent. Cette activité semble profiter de l'effet conjugué du ralentissement du neuf et du rattrapage des chantiers en attente suite aux intempéries du premier semestre 2018. Les travaux de performance énergétique quant à eux, subissent de plein fouet les restrictions du CITE (exclusion des fenêtres et des chaudières fioul) et affichent une hausse de seulement 1 % au troisième trimestre (contre

2,5 % au même trimestre de l'année précédente). Pour la première fois depuis 8 ans, les travaux de performance énergétique enregistrent ainsi une croissance inférieure à l'activité d'entretien-rénovation. La hausse de l'activité bénéficie à l'ensemble des corps de métiers et des régions ce trimestre. Selon les métiers, on constate une hausse d'activité comprise entre 1,5 et 3,5 % (1,5 % pour l'activité aménagement-décoration-plâtrerie et 3,5 % pour la couverture-plomberie-chauffage). À l'échelon régional, l'ensemble des territoires bénéficient d'une hausse de leur activité, particulièrement forte dans les régions de l'Ouest et du Sud-Est (Pays de la Loire + 3,5 %, Provence-Alpes-Côte d'Azur + 3 %, Auvergne-Rhône-Alpes + 3 %). Dans ce contexte, les carnets de commandes représentent désormais 80 jours de travail au début du mois d'octobre 2018, soit 10 jours de moins qu'un an auparavant. Même si les perspectives de renouvellement des carnets de commandes restent favorables, ils se renouvellent plus facilement en construction neuve qu'en entretien-amélioration. À noter que l'exclusion des fenêtres du champ du CITE provoque une dégradation nette des carnets de commandes pour les menuisiers. Ainsi, seulement 10 % des entreprises déclarent une hausse de leur activité parois vitrées contre 30 % qui déclarent une baisse. Malgré un contexte économique encore favorable, ce troisième trimestre confirme les craintes exprimées par l'artisanat du bâtiment, craintes renforcées après les annonces relatives au projet de loi de finances 2019. En effet, l'activité du bâtiment qui continue à croître, mais à un rythme plus modéré, et les premiers effets dévastateurs de la restriction du champ du CITE laissent présager une activité qui risque d'être beaucoup moins dynamique en 2019.

VOLUME D'ACTIVITÉ

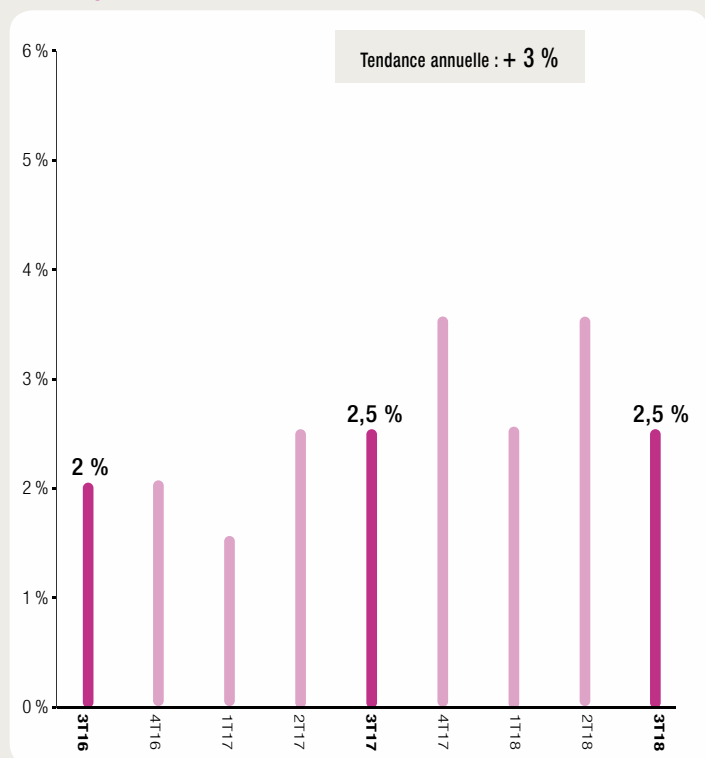
L'activité progresse à un rythme plus mesuré au 3^e trimestre 2018

La hausse du volume d'activité des artisans du bâtiment atteint 2,5% par rapport au même trimestre de l'année précédente (déjà en progression de 2,5 %). La construction neuve enregistre un léger ralentissement de sa croissance

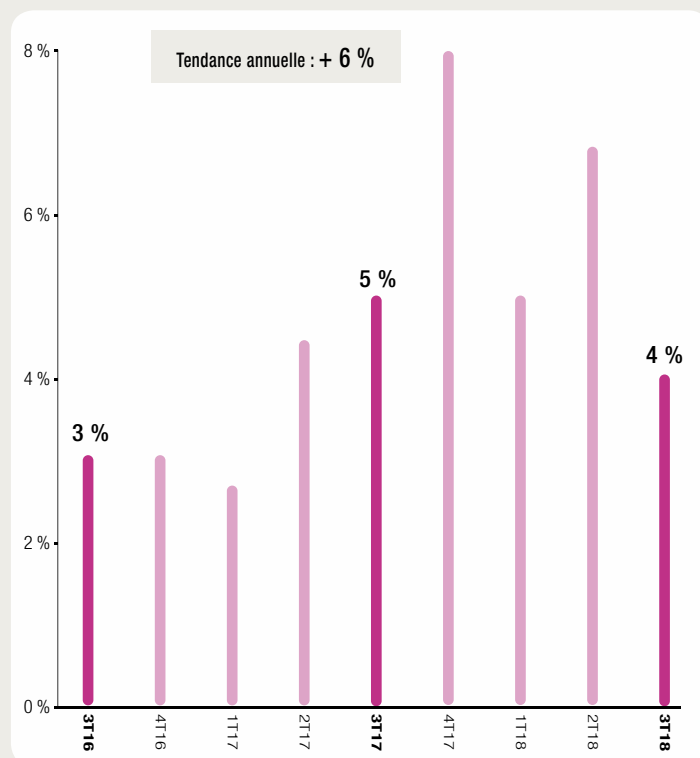
4 % (contre 5 % au même trimestre de l'année précédente). L'activité entretien-rénovation, quant à elle, affiche une croissance plus dynamique avec + 1,5 % ce trimestre qu'aux trimestres précédents (+ 1%). Le volume des travaux d'Amélioration de la

Performance Énergétique des Logements ralentit et affiche une croissance très modérée de 1 % (contre 2,5 % au même trimestre de l'année précédente).

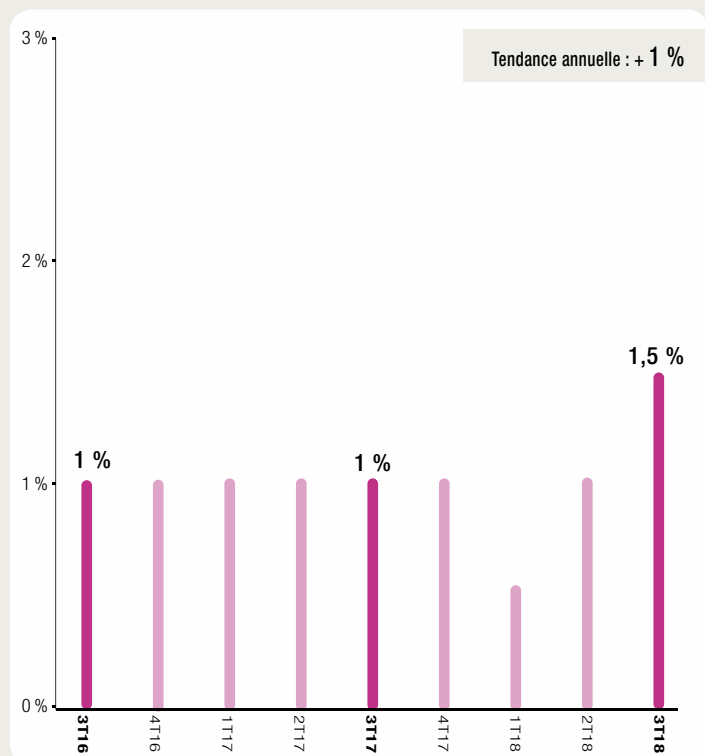
Activité globale



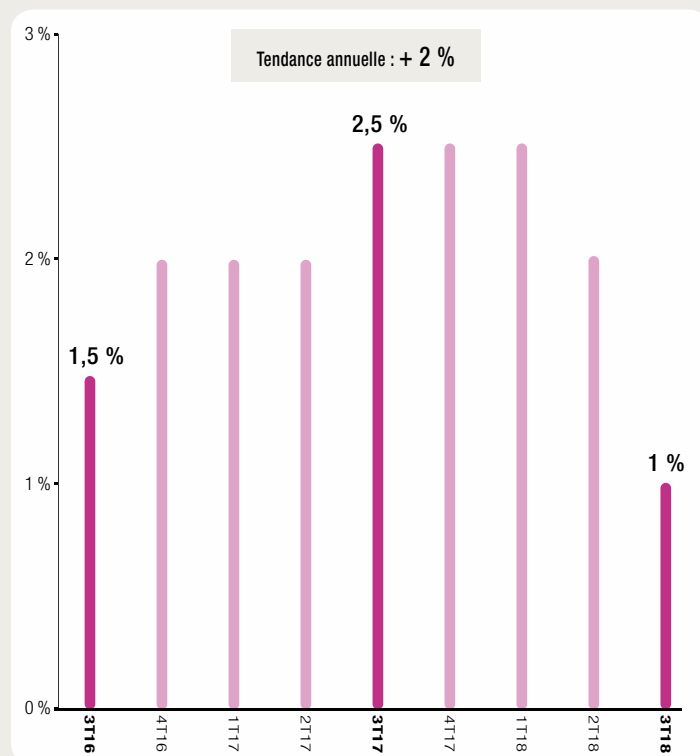
Construction neuve



Entretien-rénovation (incluant les travaux de performance énergétique)



Travaux d'Amélioration de Performance Énergétique du Logement (APEL)



Sources CAPEB I+C, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

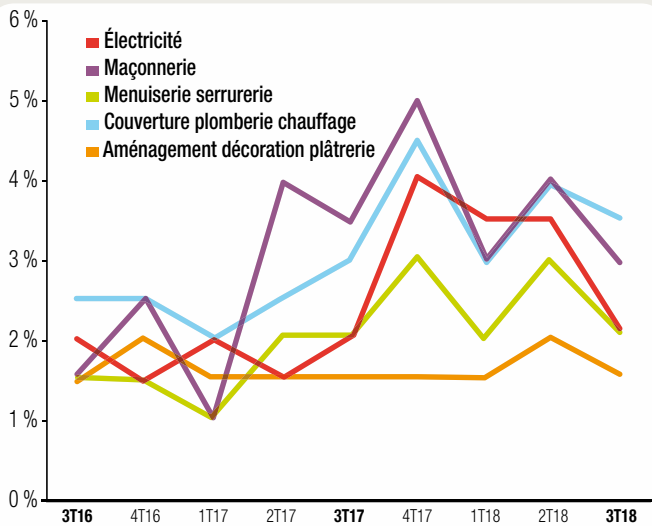
ACTIVITÉ PAR CORPS DE MÉTIERS

Une hausse d'activité qui continue de profiter à l'ensemble des corps de métiers

Au 3^e trimestre 2018, l'ensemble des corps de métiers voient la croissance de leur activité ralentir même si elle continue à croître entre + 1,5 et + 3,5 % par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Comme au trimestre précédent, les travaux de couverture-plomberie-chauffage et de maçonnerie sont les plus dynamiques ce trimestre (respectivement + 3,5 et + 3 %).

L'activité d'aménagement-décoration-plâtrerie, retrouve son rythme de croisière avec une progression mesurée de +1,5 % au 3^e trimestre.



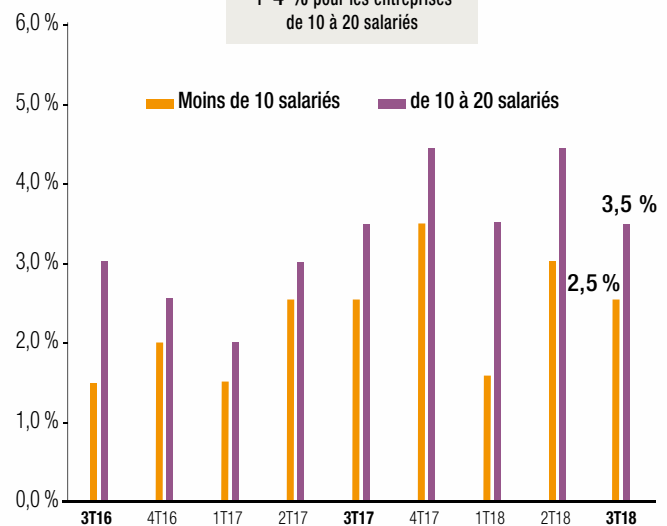
Source : CAPEB I+C, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

ACTIVITÉ PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Une activité toujours plus dynamique pour les entreprises de 10 à 20 salariés

Toutes les entreprises artisanales voient la croissance de leur activité ralentir ce trimestre. Les entreprises entre 10 et 20 salariés enregistrent une progression de l'activité de + 3,5 % au 3^e trimestre (soit un point de moins qu'au trimestre précédent) et celles de moins de 10 salariés + 2,5 % (soit un demi-point de moins qu'au trimestre précédent).

Tendance annuelle :
+ 3 % pour les entreprises
de moins de 10 salariés
+ 4 % pour les entreprises
de 10 à 20 salariés



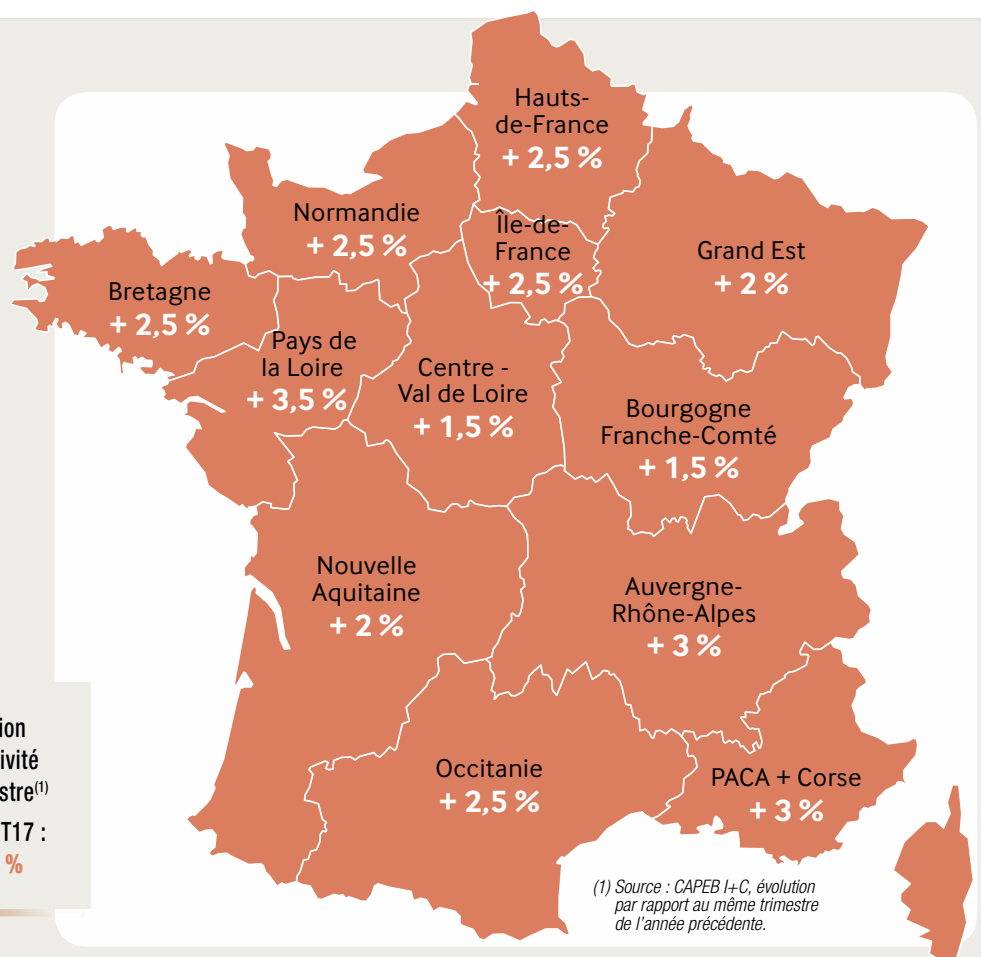
Source : CAPEB I+C, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

ACTIVITÉ PAR RÉGION

Activité réalisée au 3T2018

Au troisième trimestre, l'activité des entreprises artisanales progresse à un rythme moins soutenu de 2,5 % qu'au trimestre précédent (- 3,5 %).

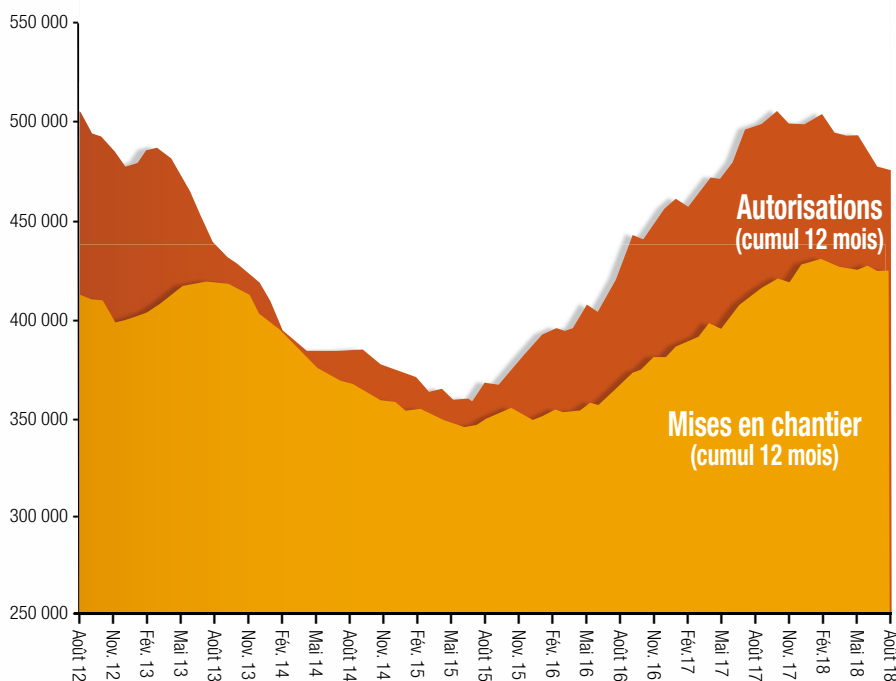
Le dynamisme de l'activité est toujours porté par les régions de l'Ouest et du Sud de la France (Pays de la Loire + 3,5 %, Auvergne-Rhône-Alpes + 3 %, PACA Corse + 3 %).



Situation de l'activité du trimestre⁽¹⁾
3T18 / 3T17 :
+ 2,5 %

(1) Source : CAPEB I+C, évolution par rapport au même trimestre de l'année précédente.

NEUF : AUTORISATIONS ET MISES EN CHANTIER DE LOGEMENTS



Les mises en chantier

À la fin du mois d'août 2018, le nombre de logements commencés s'établit à 422 300 (en cumul sur douze mois), soit une légère hausse de +3 % par rapport à la même période de l'année précédente (de septembre 2016 à août 2017). Cette hausse s'explique notamment par le dynamisme de la construction de logements collectifs (+ 5,3 %).

En août 2018, le nombre de permis de construire de logements déposés sur douze mois cumulés s'établit à 474 600, soit une baisse significative de 5 %, une baisse également portée par les logements collectifs (- 5,1 %) et plus encore par les logements individuels purs (- 6,2 %).

Cette baisse des permis laisse présager un recul des mises en chantier pour la construction neuve pour la suite de l'année 2018.

Type de logements autorisés

Cumul des 12 derniers mois (résultats à la fin août 2018)

Variation (septembre 2017 à août 2018 / septembre 2016 à août 2017)

Individuels purs	137 500	- 6,2 %
Individuels groupés	50 300	- 2,7 %
Collectifs	251 800	- 5,1 %
Logements en résidence	35 000	- 3,1 %
Total	474 600	- 5,0 %

Source : MTes (en date réelle estimée), estimation des chiffres à partir des données collectées, complétée par des travaux de modélisation et des enquêtes annuelles

Type de logements commencés

Cumul des 12 derniers mois (résultats à la fin août 2018)

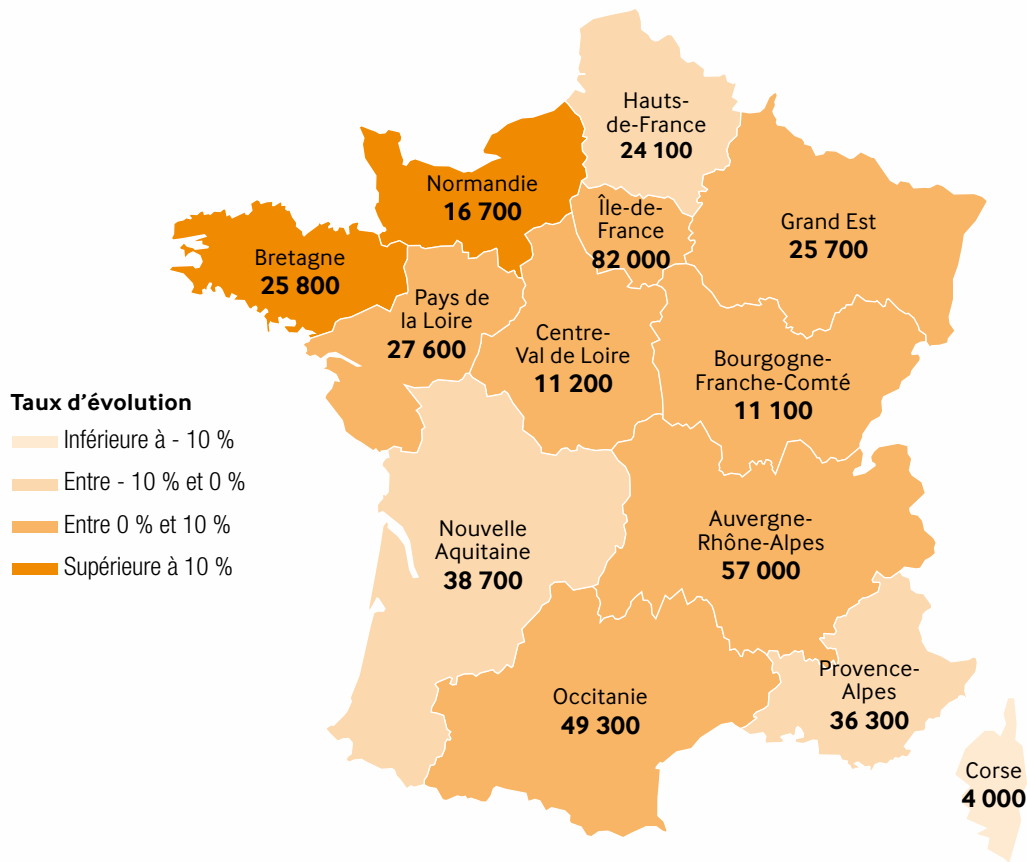
Variation (septembre 2017 à août 2018 / septembre 2016 à août 2017)

Individuels purs	130 100	+ 0,9 %
Individuels groupés	44 400	+ 0,7 %
Collectifs	217 900	+ 5,3 %
Logements en résidence	29 900	- 1,1 %
Total	422 300	+ 3,0 %

Source : MTes (en date réelle estimée), estimation des chiffres à partir des données collectées, complétée par des travaux de modélisation et des enquêtes annuelles

CONSTRUCTION DE LOGEMENTS PAR RÉGION

LOGEMENTS COMMENCÉS (SEPTEMBRE 2017 À AOÛT 2018)



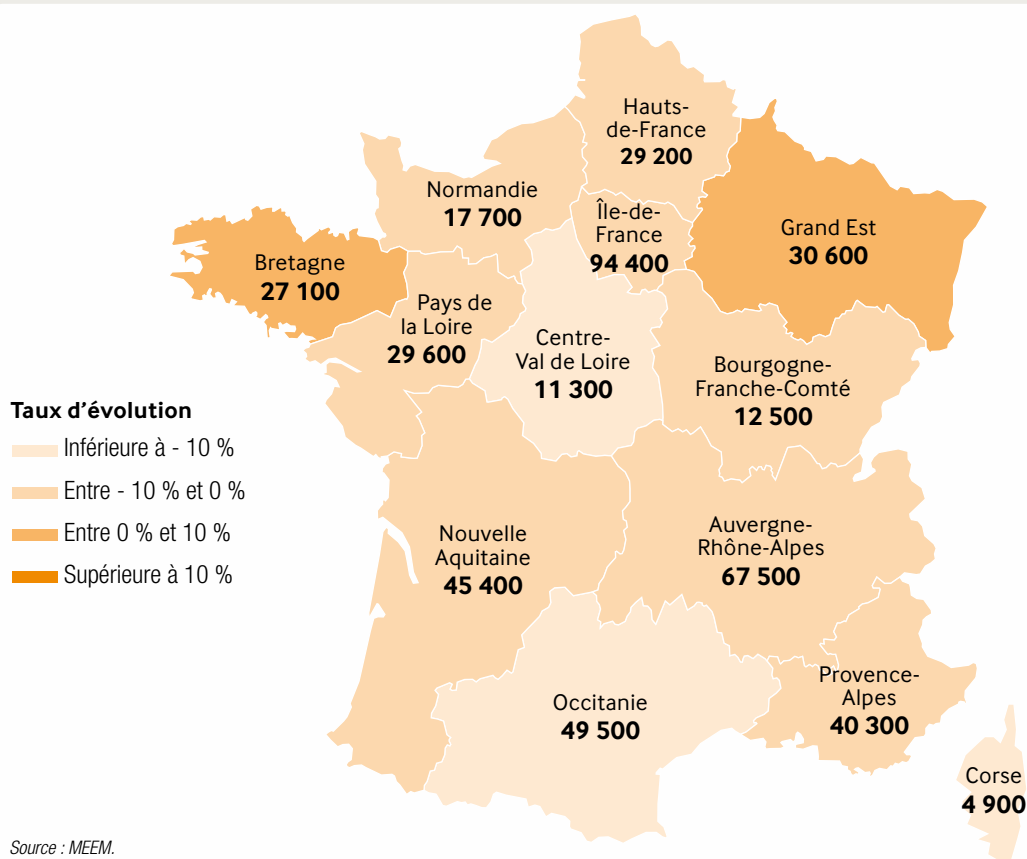
Au niveau national, le nombre de logements mis en chantier, cumulés sur douze mois (de septembre 2017 à août 2018), a progressé de + 3 % (par rapport à la même période l'année précédente), soit 422 300 logements commencés.

Les mises en chantiers ont progressé dans près de 70 % des régions avec 2 d'entre elles qui affichent une hausse supérieure à 10 % (Bretagne et Normandie).

À l'inverse, les régions Hauts de France, Nouvelle Aquitaine, Provence-Alpes et Corse affichent un recul de leurs mises en chantier au cours des 12 derniers mois.

Grille de lecture : dans la région Grand-Est le nombre de logements mis en chantier cumulés sur une période d'un an, allant de septembre 2017 à août 2018, a enregistré une hausse comprise entre 0 % et 10 % par rapport à la même période un an auparavant (septembre 2016 à août 2017). Ainsi à la fin août 2018, le cumul sur un an de logements mis en chantier s'établissait à 25 700.

LOGEMENTS AUTORISÉS (SEPTEMBRE 2017 À AOÛT 2018)



Au niveau national, les permis de construire affichent un recul de 5 % au cours des 12 derniers mois (de septembre 2017 à août 2018 par rapport à la même période de l'année précédente), soit 474 600 autorisations.

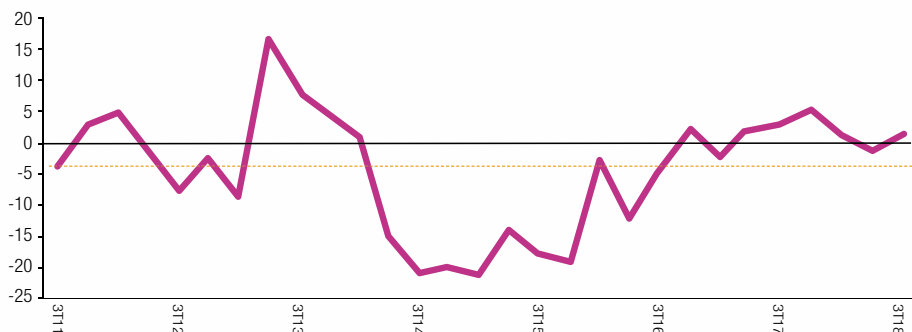
Le nombre de permis a baissé dans plus de 80 % des régions. Pour le Centre Val de Loire, l'Occitanie et la Corse, ce recul est supérieur à 10 %. À l'inverse la Bretagne et le Grand Est continuent de voir le nombre de leurs permis progresser sur les douze derniers mois.

Grille de lecture : dans la région Grand Est, le nombre de permis de construire cumulés sur une période d'un an, allant de septembre 2017 à août 2018, a enregistré une hausse comprise entre 0 % et 10 % par rapport à la même période un an auparavant (septembre 2016 à août 2017). Ainsi à la fin août 2018, le cumul sur un an de permis de construire s'établissait à 30 600.

COLLECTIVITÉS LOCALES

Un solde d'opinions légèrement positif

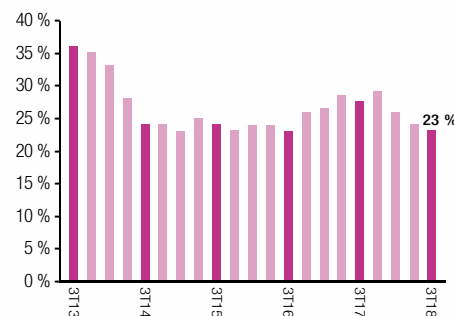
10 % des entreprises enregistrent une baisse de leur chiffre d'affaires réalisé pour le compte des collectivités locales tandis que 11 % constatent une hausse (soit un solde de + 1 point contre - 4 points en moyenne sur les cinq dernières années).



Source : CAPEB / I+C, évolution de l'activité par rapport au trimestre précédent (en rose : solde d'opinions / en pointillé : moyenne).

23 % des entreprises travaillent pour les collectivités territoriales

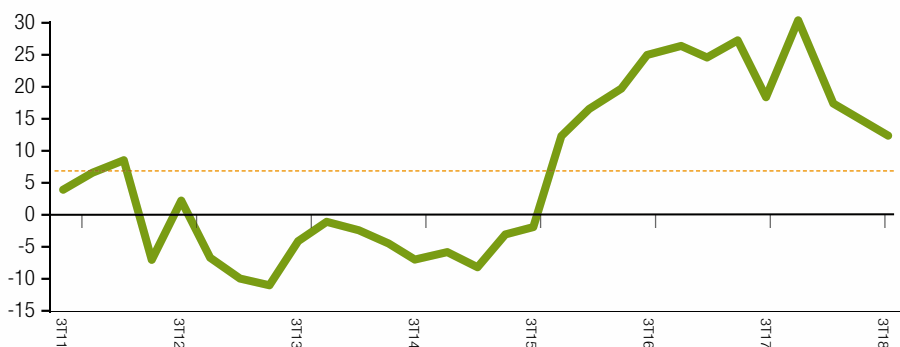
Près d'une entreprise sur quatre a réalisé des travaux pour le compte des collectivités locales.



SOUS-TRAITANCE

Un solde d'opinions encore élevé

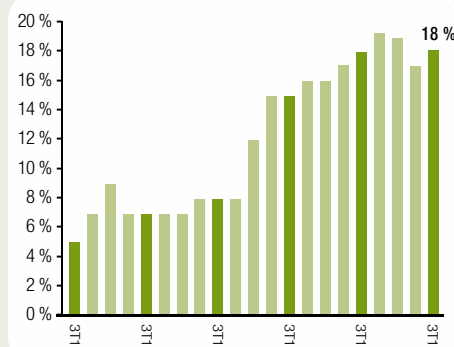
9% des entreprises notent une baisse de leur activité réalisée en sous-traitance tandis que 21% constatent une progression. Le solde d'opinion s'établit à + 12 points et reste supérieur à la moyenne à long terme qui est de 7 points.



Source : CAPEB / I+C, évolution de l'activité par rapport au trimestre précédent (en vert : solde d'opinions / en pointillé : moyenne).

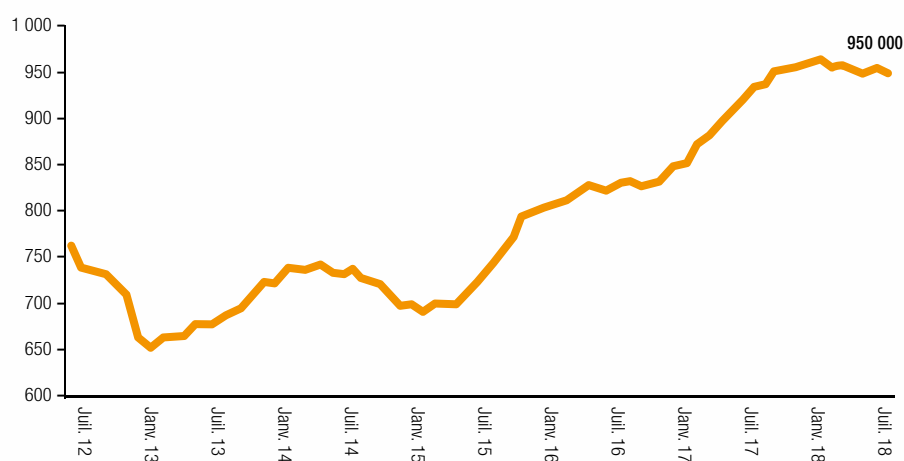
18 % des entreprises en sous-traitance

La part d'entreprises réalisant des travaux en sous-traitance baisse légèrement à 18 %, et revient ainsi à un niveau égal à celui du même trimestre de l'année précédente.



ANCIEN : VENTES DE LOGEMENTS

Nombre de ventes de logements anciens cumulés sur les douze derniers mois (en milliers)



Source : CGEDD d'après DGFIP (MEDOC) et bases notariales

950 000 logements anciens vendus

En juillet 2018, on totalise 950 000 ventes de logements anciens (en cumul sur 12 mois), soit une hausse de 3 % sur un an.

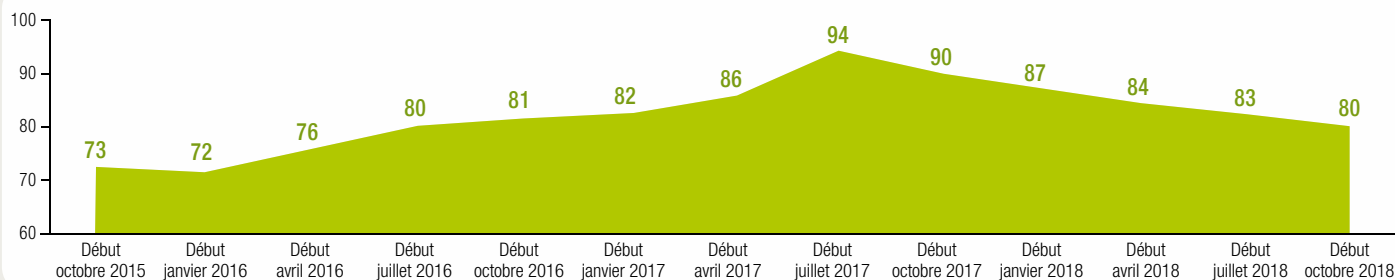
COMMANDES

CARNETS DE COMMANDES

Le nombre de jours des carnets de commandes baisse encore

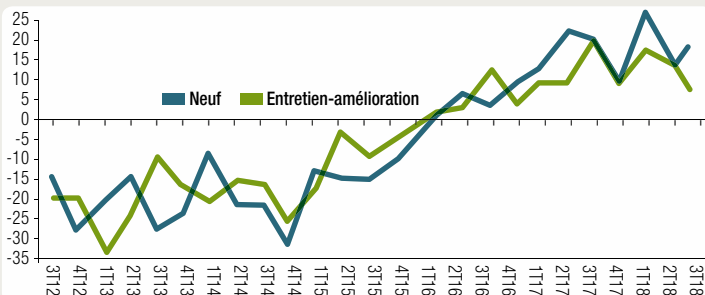
Les carnets de commandes représentent 80 jours de travail au 3^e trimestre 2018 (soit 10 jours de moins qu'un an auparavant et 3 jours de moins qu'au trimestre précédent). Les carnets de commandes se renouvellent avec de plus en plus de difficultés concernant l'entretien-rénovation tandis que l'inverse est observé en construction neuve. Les perspectives demeurent toutefois favorables quelle que soit la taille des entreprises.

Évolution des carnets de commandes en nombre de jours



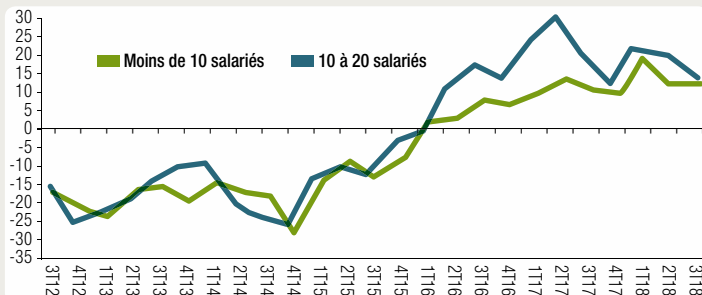
Source : CAPEB I+C.

Neuf / Entretien-amélioration



Source : CAPEB I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au trimestre précédent.

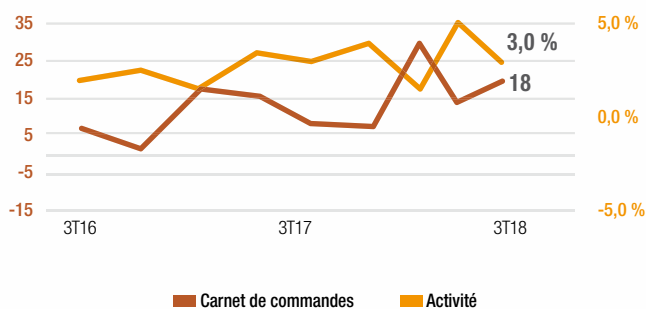
Moins de 10 salariés / 10 à 20 salariés



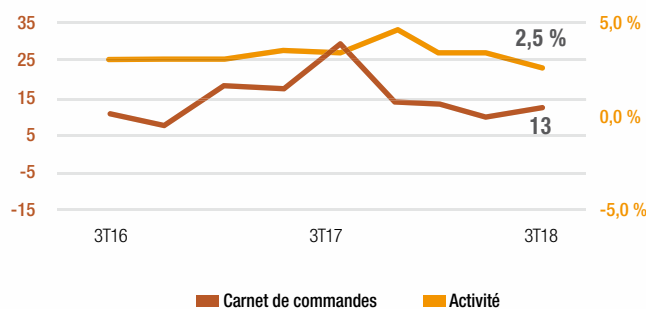
Source : CAPEB I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au trimestre précédent.

CARNETS DE COMMANDES ET ACTIVITÉ PAR RÉGIONS

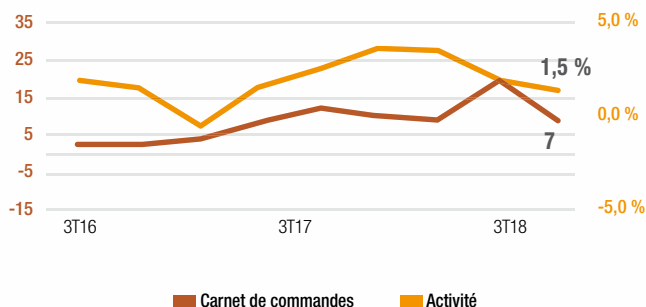
Auvergne-Rhône-Alpes



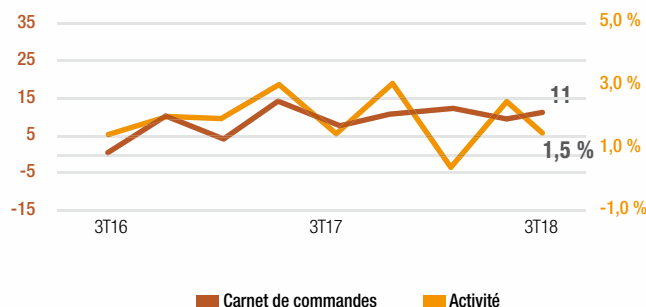
Bretagne



Bourgogne-Franche-Comté

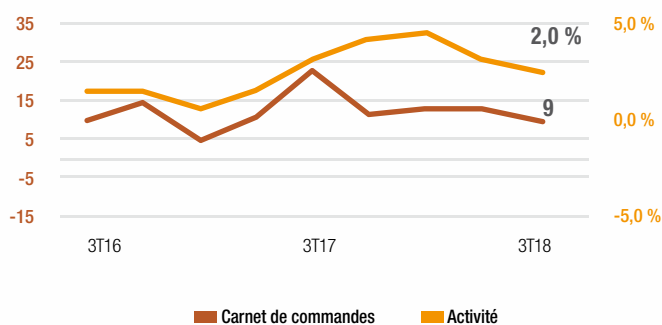


Centre Val de Loire

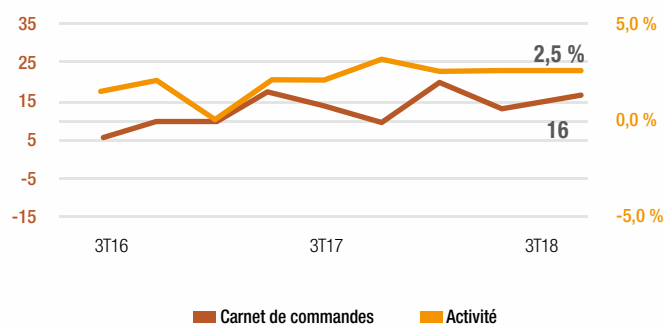


CARNETS DE COMMANDES ET ACTIVITÉ PAR RÉGIONS

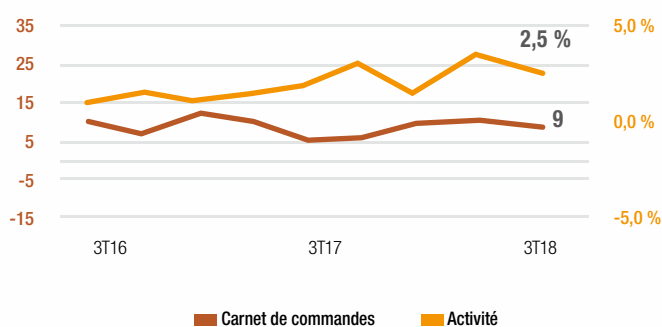
Grand Est



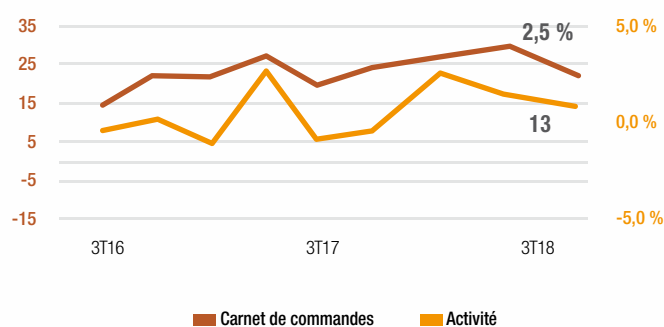
Hauts-de-France



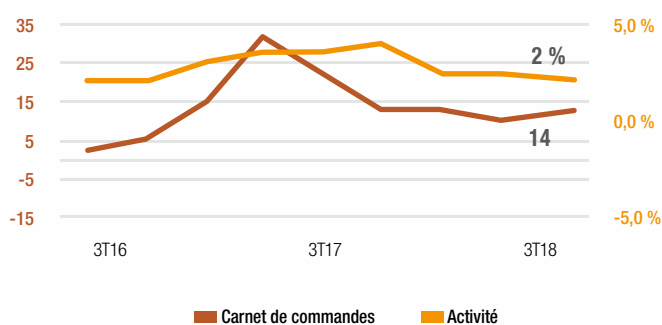
Île-de-France



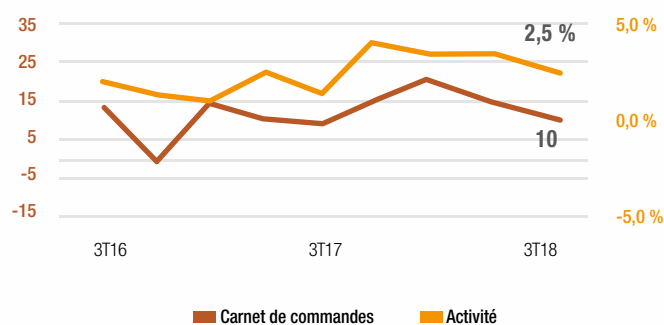
Normandie



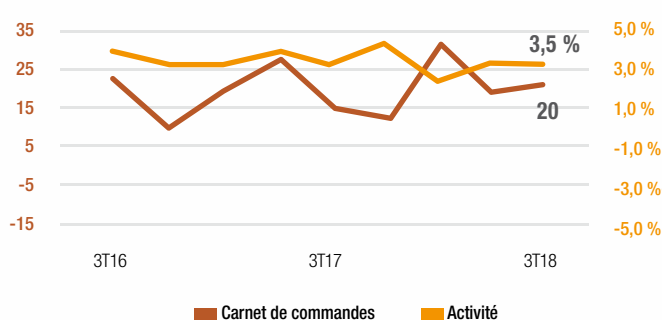
Nouvelle Aquitaine



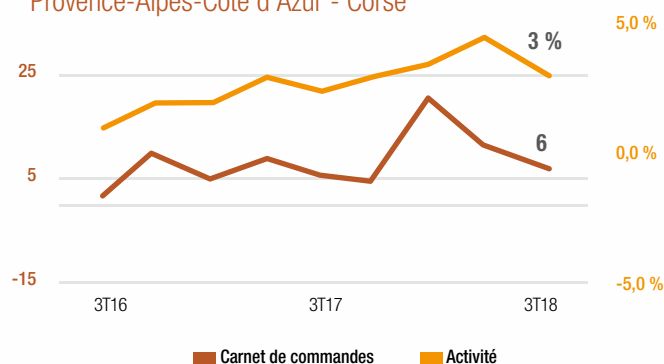
Occitanie



Pays de la Loire



Provence-Alpes-Côte d'Azur - Corse



Source : CAPEB / I+C, évolution de l'activité par rapport au même trimestre de l'année précédente (en jaune : activité et en rouge : solde d'opinions sur les carnets de commandes).

PRIX ET COÛTS

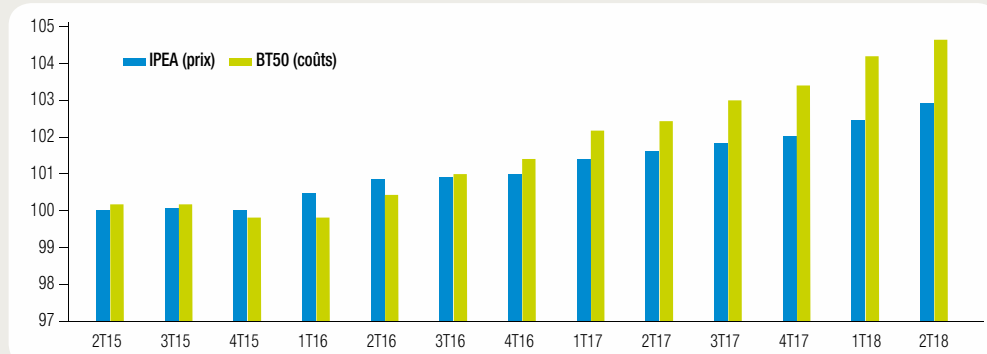
ENTRETIEN-AMÉLIORATION DU LOGEMENT : COÛT ET PRIX DES TRAVAUX

Des prix qui augmentent moins rapidement que les coûts

Au 2^e trimestre 2018, les prix augmentent de + 1,3 % (par rapport au même trimestre l'année précédente), en parallèle, les coûts augmentent de + 2,4 % sur la même période.

L'augmentation globale des prix est présente sur tous les types de travaux notamment dans les travaux de couverture (+ 2,7 % après 2,6 %) et, dans une moindre mesure dans les travaux d'installation électrique (+ 2 % après 1,1 %) et de plâtrerie (+ 1,9 % après + 2,3 %).

Évolution comparée des prix et des coûts



Source : MEEM ET INSEE, évolution par rapport au même trimestre de l'année précédente – base 100 en 2015.

Évolution des prix par corps de métiers pour les bâtiments résidentiels et non résidentiels (2T2018/ 2T2017)

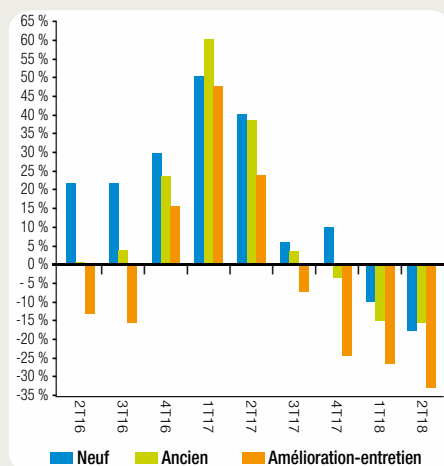
Indice des prix des travaux d'entretien-amélioration (IPEA)	Évolution
4321 - Installation électrique	+1,3 %
4322 - Plomberie, installation de chauffage et de conditionnement d'air	+2,0 %
4329 - Autres travaux d'installation	+1,3 %
4331 - Plâtrerie	+0,8 %
4332 - Menuiserie	+1,9 %
4333 - Revêtement des sols et des murs	+1,0 %
4334 - Peinture et vitrerie	+0,9 %
4391 - Couverture	+1,1 %
4399 - Autres travaux de construction spécialisés	+2,7 %
Total	+0,9 %

Source : INSEE et MEEM – À compter du 1^{er} trimestre 2018, les indices des prix des travaux d'entretien-amélioration des bâtiments (IPEA) sont publiés en référence 100 en 2015 et chaînés annuellement.

CRÉDITS À L'HABITAT POUR LES PARTICULIERS

Le montant global des crédits en nette baisse : - 17,1 %

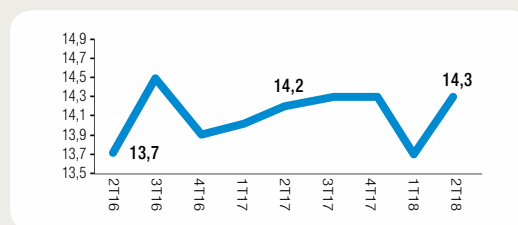
Les montants de crédits accordés pour l'achat d'un logement neuf baissent : - 18,9 % au 2^e trimestre 2018 (par rapport au même trimestre de l'année précédente), tout comme les crédits destinés à l'acquisition de logements anciens et aux travaux d'entretien-amélioration, respectivement de -15,3 % et de -32,4 % par rapport au même trimestre de l'année précédente.



Source : Banque de France.

Évolution du taux d'épargne des ménages

Au deuxième trimestre 2018, la consommation des ménages fléchit légèrement alors que leur pouvoir d'achat se redresse. Par conséquent, le taux d'épargne augmente nettement : il s'établit à 14,3 % après 13,7 % au premier trimestre 2018.



Source : INSEE. Le taux d'épargne est le rapport entre l'épargne des ménages et le revenu disponible brut.

MÉMO

Indice des prix à la consommation

Valeur en septembre 2018	Évolution annuelle (M/M-12)
103,25	+ 1,9 %

Indice du coût de la construction

Valeur au 2T18	Évolution annuelle (T/T-4)
1 699	+ 2,10 %

Indice de référence des loyers

Valeur au 3T18	Évolution annuelle (T/T-4)
128,45	+ 1,57 %

Source : INSEE, indice base 100 au 4^e trimestre 1998

INDEX BT

Valeur en juin 2018	Évolution annuelle (T/T-4)
111,3	+ 2,4 %

Source : MEEM, parution au JO le 15/09/2018, base 100 en 2010

COURS DES MÉTAUX

Aluminium

En dollars/tonne en août 2018	Évolution annuelle (M/M-12)
2 044,7	+ 0,8 %

Cuivre

En dollars/tonne en août 2018	Évolution annuelle (M/M-12)
6 039,3	- 6,8 %

Zinc

En dollars/tonne en août 2018	Évolution annuelle (M/M-12)
2 517,4	- 15,7 %

PRIX DE VENTE DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION*

Céramiques et mat. de const.

Valeur en août 2018	Évolution annuelle (M/M-12)
102,1*	+ 1,8 %

Béton prêt à l'emploi

Valeur en août 2018	Évolution annuelle (M/M-12)
102,7*	+ 2,7 %

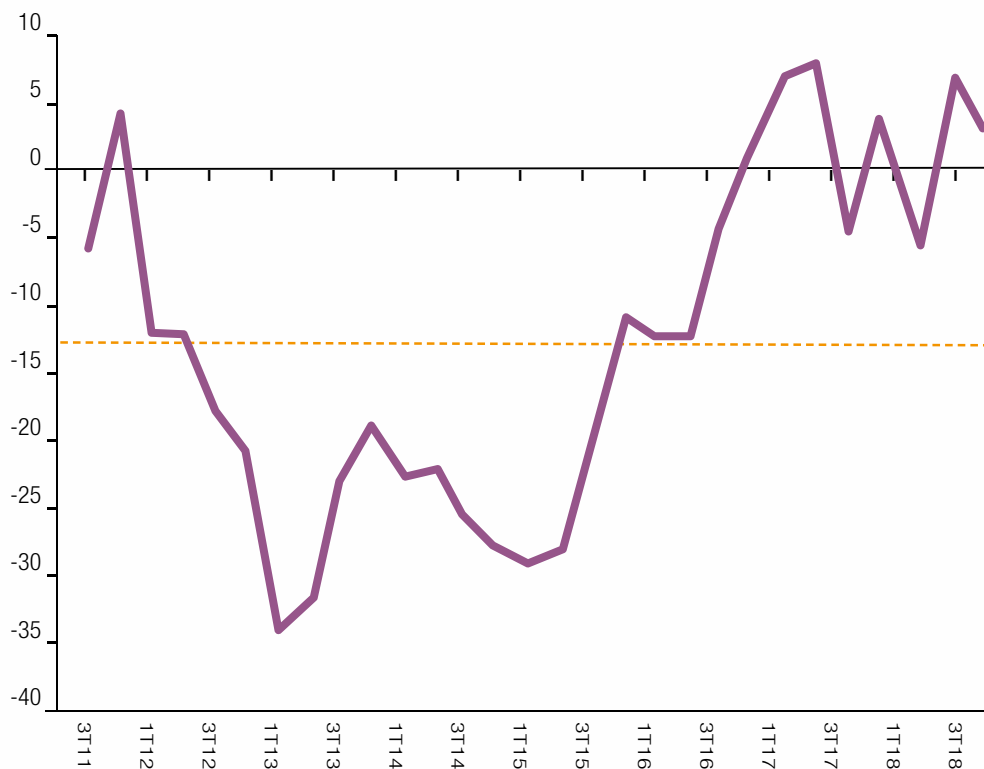
Produits sidérurgiques de base et ferroalliages

Valeur en août 2018	Évolution annuelle (M/M-12)
113,8*	+ 3,7 %

Source : INSEE, indice base 100 en 2015.

* Valeurs provisoires

BESOINS DE TRÉSORERIE

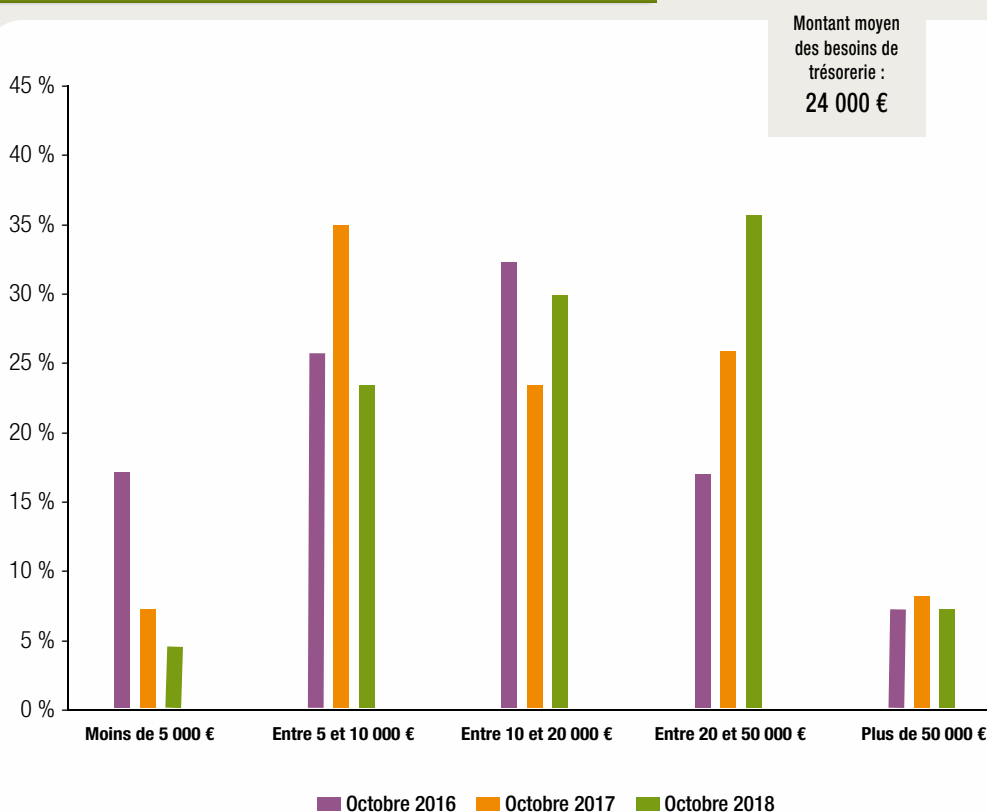


Source : CAPEB I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au trimestre précédent (en violet : solde d'opinions / en pointillé : moyenne).

Une trésorerie qui s'améliore ce trimestre

Le solde d'opinions concernant la trésorerie reste positif et s'établit à 3 points (contre - 12,5 points pour la moyenne sur les cinq dernières années) avec 13 % des entreprises déclarant une détérioration de leur trésorerie et 16 % une amélioration.

RÉPARTITION DES BESOINS DE TRÉSORERIE



Source : CAPEB I+C.

Les besoins de trésorerie diminuent

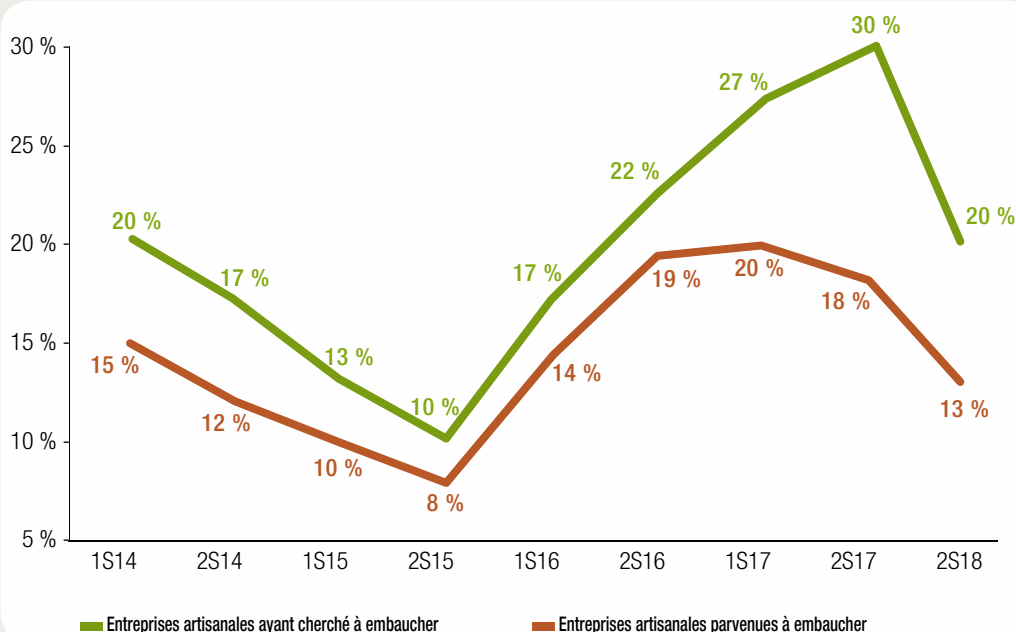
Au 3T18, 18 % des entreprises font état de besoins de trésorerie (contre 28 % au même trimestre de l'année précédente), dont 73 % d'entre elles déclarent un besoin supérieur à 10 000 €.

Le montant moyen des besoins de trésorerie de ces entreprises atteint 24 000 € (contre 22 000 € un an auparavant).

Au 3^e trimestre 2018, 18% des entreprises déclarent une baisse des marges, contre 6 % une hausse, soit un solde d'opinions toujours négatif de - 12 points.

LES EMBAUCHES DANS L'ARTISANAT DU BÂTIMENT

Recrutements réalisés



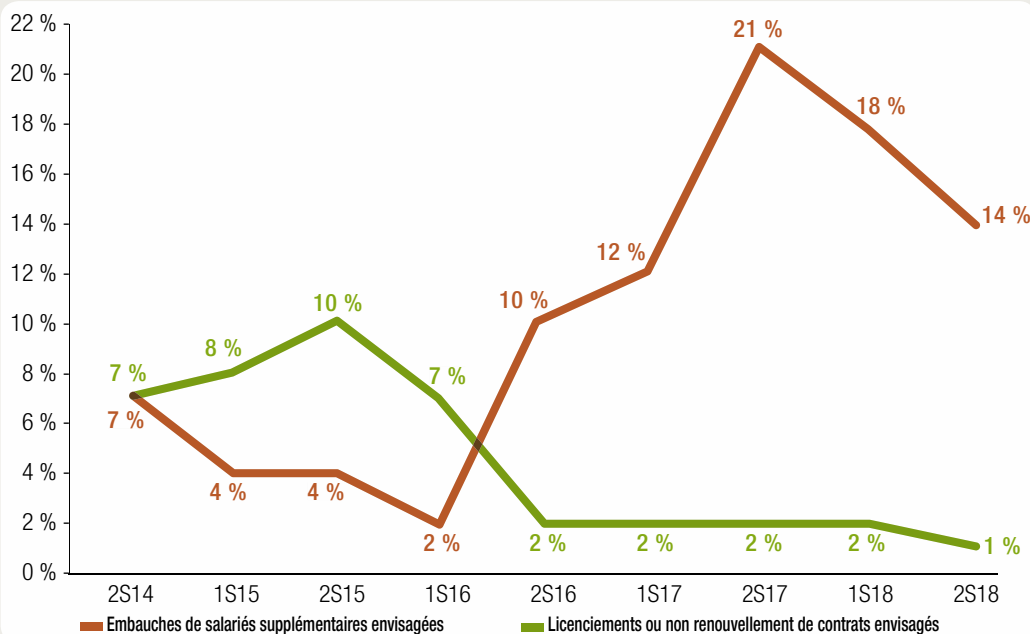
Source : CAPEB – I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au semestre précédent.

20 % des entreprises artisanales ont cherché à embaucher au cours du premier semestre 2018.

Près de 7 % d'entre elles (hors entreprises artisanales de 0 salarié) ne sont pas parvenues à satisfaire leurs besoins de main-d'œuvre.

LES INTENTIONS D'EMBAUCHES DANS L'ARTISANAT DU BÂTIMENT

Évolutions de l'emploi envisagées



Source : CAPEB – I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au semestre précédent.

En juillet 2018, le nombre d'entreprises souhaitant embaucher est largement supérieur au nombre d'entreprises envisageant de licencier ou de ne pas renouveler des contrats.

85 % des entreprises prévoient de maintenir l'emploi à son niveau actuel au premier semestre 2018 (contre 85 % au second semestre 2017).

14 % des entreprises pensent embaucher des salariés supplémentaires (contre 21 % un an auparavant). Ces intentions d'embauche concernent aussi bien des remplacements (départ en retraite, CDD...) qu'un surcroît d'activité.

Seulement 1 % des chefs d'entreprise envisagent de licencier ou de ne pas renouveler les contrats au premier semestre 2018.

DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES

Créations : + 14,2 %

Au 2^e trimestre 2018, 16 833 créations (y compris auto-entrepreneurs) ont été enregistrées **dans le BTP** (+ 14,2 % par rapport au même trimestre de l'année précédente).

Source : INSEE.

Défaillances : - 4,6 %

Au 2^e trimestre 2018, 2 738 défaillances d'entreprises ont été enregistrées **dans le bâtiment** (- 4,6 % par rapport au même trimestre de l'année précédente).

Source : Banque de France.

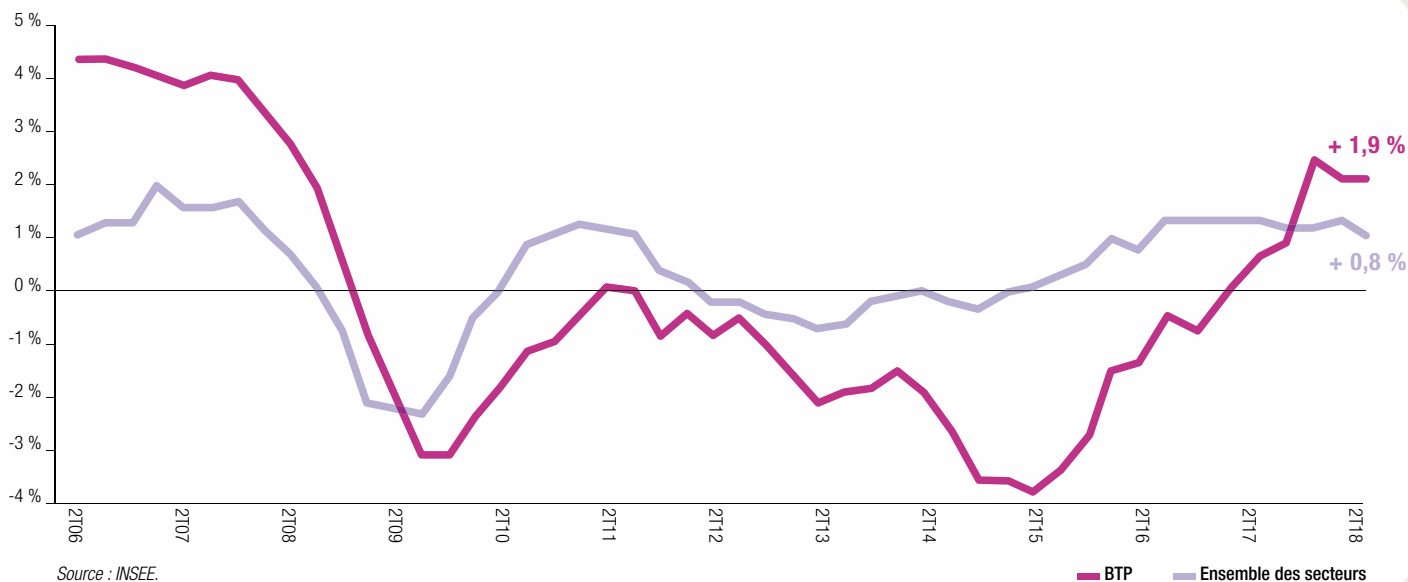
EMPLOI DANS LE BTP

Emploi salarié

L'emploi salarié du BTP s'établit à 1 367 700 au 2T 2018, soit + 1,9 % sur un an (contre + 0,8 % dans l'ensemble de secteurs). Sur les 3 derniers mois, l'emploi continue de progresser à un rythme toutefois plus mesuré (soit 0,4 %).

Emploi intérimaire

Au 2^e trimestre 2018, le secteur de la construction totalise près de 146 000 emplois intérimaires (emplois équivalents temps plein) contre 138 000 au même trimestre de l'année précédente. L'intérim est donc en hausse (+ 5 %) par rapport au même trimestre de l'année précédente. Le taux de recours à l'intérim (poids de l'emploi intérimaire dans l'emploi salarié total) s'établit à 9,6 %.



EMPLOI SALARIÉ DANS LES ENTREPRISES DU BTP DE MOINS DE 20 SALARIÉS

Évolution de l'emploi salarié dans les entreprises de moins de 20 salariés du BTP

Au 2^e trimestre 2018, l'emploi continue de progresser dans les entreprises du BTP de moins de 20 salariés et affiche une hausse de 1,2 % sur un an.

L'emploi salarié dans les entreprises du BTP de moins de 20 salariés s'établit à 704 531 au 2^e trimestre 2018 (contre 696 341 au 2T2017).

